

LA DISPARITION D'UN HONNÊTE HOMME

Nait-Mazi, un directeur, un confrère, un ami

Un honnête homme, c'est si rare de nos jours, et dans ce pays, que la peine est plus grande à en parler au passé, comme si le défunt emportait avec lui quelques pans de ces valeurs morales, qu'on ne retrouvera bientôt plus qu'en visitant les cimetières.

De Paris, Ahmed Halli

Noureddine Naït-Mazi a «négo-cié» une trêve avec la faucheuse, puisqu'il est arrivé dans un état critique, et quasiment inconscient, à l'hôpital parisien où il a été transporté il y a quelques semaines. Ensuite, il a repris le dessus, et semblait s'acheminer vers une convalescence longue, mais tranquille, d'après ce que lui avaient dit ses médecins. De fait, il allait mieux jusqu'à ce mercredi soir, où il a eu coup sur coup deux arrêts cardiaques, et semble-t-il une péritonite, ce qui a eu raison de sa résistance.

C'est donc avec beaucoup de surprise que j'ai appris son décès, ce jeudi 14 avril, alors que je m'apprêtais à retourner le voir ce vendredi. Je suis effectivement allé à l'hôpital ce jour dit, mais c'est pour assister, les larmes aux yeux, à la levée du corps de mon ancien directeur, confrère, et ami.

Une anecdote pour illustrer le caractère du personnage, et sa vitalité : dimanche dernier, j'étais à son chevet à l'hôpital, et je lui rapportais quelques messages publiés à son propos sur Facebook. Ces messages de compassion, et de vœux de prompt guérison émanaient aussi bien de

ses anciens collaborateurs, que d'autres citoyens qui le connaissaient simplement de réputation. Premier sourire, lorsque je lui ai lu ce message d'un confrère d'Alger l'invitant à déjeuner à son retour à Alger, «C'est un dur à cuire ! Tu peux lui dire qu'il est mon invité dans un bon resto dès son retour à Alger. Je compte sur toi Ahmed, et que j'ai ajouté : "Inutile de te dire que je me suis fait inviter aussi, et que j'ai choisi un établissement situé assez loin de la Maison de la presse, pour les raisons que tu connais"». Il aurait sans doute éclaté de rire, quoiqu'encore affaibli par la maladie, s'il avait pu lire le message pour ce confrère : «Je t'assure qu'il ne pensait pas du tout à la mort, et qu'il se voyait déjà au resto, sans BW ni HB, dont on a parlé toi et moi. J'espère que la disparition d'un fidèle n'annulera pas la messe, comme dirait Cheikh Chemssou». Puis, juste après ma lecture d'un message particulièrement élogieux à son égard, Naït m'a dit avec un grand sourire : «Ne me dis pas qu'il n'y a que des messages de ce genre, il y en a quand même qui ont dit du mal, non ?». J'ai juste répondu à ma manière : «Si moi, je dis du bien de toi, je ne vois pas qui pourrait se hasarder à dire le contraire, surtout en commentant mon mes-

sage. Le premier qui s'aventure à le faire, je le massacre, même si c'est notre ami X qui était par ailleurs ton "chouchou" si je me souviens bien». Et nous voilà partis à larder, en un duo parfait, le dos de notre ami X d'estafilades dont il a sans doute ressenti les brûlures à ce moment-là. Pendant près de deux heures, nous avons ainsi évoqué les souvenirs du passé, et moi tentant le plus souvent, non sans succès, de l'amener sur le terrain de la médisance.

Alors que j'allais sortir de sa chambre, je lui ai encore arraché un grand sourire, en lui lançant : «La prochaine fois que je revierdrai, je vole un livre dans la bibliothèque qui est en face dans le couloir». Je lui avais dit lors de ma précédente visite que j'allais lui offrir un livre, à titre de réparation, et en souvenir de celui que je lui avais «volé» jadis. Je lui avais raconté, en effet, l'année dernière qu'en plus de son livre, j'avais aussi «volé» celui d'un autre de mes directeurs, Mohamed Brahimi El-Mili, à qui je rends hommage au passage. Si je vous raconte tout ceci, ce n'est pas pour tresser des lauriers à un serviteur de l'État, souvent décrié et paradoxalement par ceux qui le connaissaient le moins, mais pour témoigner. J'ai

travaillé de longues années avec lui, ou à côté de lui, et je ne garde que de bons souvenirs de cette période en dépit de nos désaccords et de nos prises de bec, qui n'ont laissé aucune trace d'animosité. Et maintenant le fait le plus probant, et le plus important à mes yeux, et que je raconte pour la première fois : un jour, un haut responsable du ministère de l'Information de l'époque qui me soupçonnait, à tort, de «comploter avec un groupe du comité central (du FLN)», avait demandé à Naït-Mazi de me licencier. Noureddine refusa tout net, et je crois bien qu'il a rarement eu recours à cette mesure, parce qu'il n'était pas de cette engeance aussi méchante que docile.

Et me voilà, en l'espace d'une semaine, confronté à deux douleurs consécutives : la première a été celle de la mort de mon confrère Abdelkrim Lakhdar-Ezzine, que j'ai recruté à la sportive d'Algérie Actualité en 1982. La seconde, c'est le décès de Noureddine Naït-Mazi, qui m'a recruté à El-Moudjahid, en 1972. Le destin nous joue souvent de tels mauvais tours. Aux deux familles, touchées par le deuil, je présente ici mes condoléances les plus attristées.

A. H.

- Arrivée aujourd'hui de la dépouille à 9h du matin. Aéroport H. Boumediène.
- Transfert vers le siège du Journal El Moudjahid.
- Enterrement cimetière El Alia.

RISQUE SUR LA PROFESSION

Presque la moitié des pharmacies en difficulté

Les pharmaciens d'officines sont confrontés à une baisse de leur marge de rémunération. Résultat : 30 à 40% des 9 000 pharmacies en exercice risquent de jeter l'éponge. Selon le président du Conseil national de l'Ordre des pharmaciens, c'est aussi la disponibilité et la qualité des produits pharmaceutiques qui est en danger.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Déremboursement, baisse des prix des médicaments et des tarifs de référence, endettements, problèmes d'approvisionnement, revenus en baisse...

Les pharmaciens d'officines sont en crise. Lotfi Benbahmed, président du conseil de l'Ordre des pharmaciens tire la sonnette d'alarme sur une profession qui connaît un «réel» malaise.

Benbahmed, qui s'exprimait jeudi sur les ondes de la Radio nationale Chaîne III a indiqué que les marges de rémunération du pharmacien d'officine sont parmi les plus faibles au monde avec 22% sur le prix d'achat, soit 17 % sur le prix de vente, tandis que le prix de vente représente 30% dans les pays voisins, Maroc et Tunisie. Résultat, 30 à 40% des pharmaciens sont dans de «réelles» difficultés et risquent de jeter l'éponge, selon l'invité de la rédaction. Pis, la baisse des revenus, dit-il, va engendrer un service médiocre, un personnel moins qualifié et des dérives avec la vente de produits illégaux, notamment des psychotropes. Pourtant, dit-il, des solutions existent pour permettre au pharmacien d'améliorer ses revenus.

Benbahmed propose d'explorer des pistes comme l'instauration des marges arrières,

notamment sur des remises sur le générique ou des rémunérations sur le service. D'autant que, rappelle-t-il, le pharmacien est appelé à jouer le premier rôle dans les soins dans la nouvelle loi sanitaire, en assurant le conseil et l'éducation thérapeutique du patient.

L'invité de la radio a appelé à la mise en place d'un nouveau modèle de remboursement. Actuellement, explique-t-il, le modèle de déremboursement continue à dérembourser des produits pharmaceutiques dont on estime que le service médical est faible et à baisser les prix des médicaments par le tarif de référence soit sur la base du générique le moins cher.

Selon le président de l'Ordre des pharmaciens, citant les deux nouveaux arrêtés publiés sur le Journal officiel en février dernier, il existe 138 produits qui ont un nouveau tarif de référence dont 87 ont déjà un tarif de référence, 51 nouveaux produits auxquels un tarif de référence a été introduit et 30 produits pharmaceutiques déremboursés.

Selon Lotfi Benbahmed, cette situation engendrera «peut-être» des économies pour la sécurité sociale, mais elle sera aussi à l'origine de la baisse des revenus pour l'ensemble de la chaîne de médicaments et en premier lieu des pharmaciens d'officines. Pis, selon ce professionnel, au moment où les revenus du pharmacien baissent, ses tâches se multiplient. «Le pharmacien fait beaucoup de pédagogie avec le malade. C'est très compliqué d'expliquer au patient que le produit qu'il consommait depuis 30 ans est déremboursé, ou qu'il doit payer la différence entre le produit générique et l'ancien produit qu'il consommait, le pharmacien est aussi complètement impliqué, et seul, dans le dispositif du tiers payant, parce que les médecins ne sont pas encore inscrits en masse dans

ce nouveau dispositif et c'est lui qui subit tous les contre coups de cette politique qui avait des limites car, dans un premier temps, la baisse des prix était largement compensée par l'accroissement du marché, avec le développement de la carte chifa qui s'est élargi des retraités et des malades chroniques à l'ensemble de la population, tout ce qui est baisse des prix est compensé par l'augmentation du chiffre global, mais aujourd'hui que le marché stagne et baisse légèrement, la baisse a un contrecoup réel sur les revenus des pharmaciens», dit-il.

Cependant, l'invité de la rédaction précise que le conseil ne demande pas une révision du tarif de référence mais une révision globale intégrant les aspects liés au remboursement, à l'enregistrement et à l'investissement.

Appel à bloquer l'installation des officines dans les grandes villes

La répartition géographique des pharmacies fait objet d'une inégalité sur le territoire national. Au moment où certaines communes, notamment dans les grandes villes, connaissent un surplus, d'autres souffrent d'un manque.

Lotfi Benbahmed qui a fait ce constat, appelle à «avoir le courage politique pour bloquer les installations des officines dans les grandes villes et les orienter vers les communes les plus désertées du pays».

L'Algérie compte, dit-il, 11 Facultés de pharmacie avec des promotions allant de 800 à 1 000 pharmaciens annuellement. «Ce qui est un peu trop» de l'avis de cet expert. Actuellement, avec 9 000 pharmacies en fonction et 14 000 pharmaciens inscrits au tableau de l'Ordre, le ratio est d'une pharmacie pour 5 000 habitants.

S. A

PRODUCTEURS DE POMME DE TERRE

Le rôle de l'Onilev critiqué

La décision prise au début de ce mois par l'Office national interprofessionnel des légumes et viandes (Onilev), portant sur le déstockage de 60 000 tonnes de pomme de terre afin de stabiliser le marché avant l'entrée de la récolte de saison en mai, a fait réagir les producteurs de l'ouest du pays qui accusent l'Office de mettre en péril leur production.

Younès Djama - Alger (Le Soir)

- Les quantités mises sur le marché ont pour but, selon l'Onilev, de renforcer le marché de la pomme de terre actuellement approvisionné à partir des dernières récoltes d'El Oued et de la primeur de Mostaganem et de Skikda.

Plus de 70 opérateurs privés conventionnés avec l'Onilev ont participé à cette opération de stockage qui a été effectuée en février dernier lorsque le prix de ce produit de large consommation a fortement chuté à cause d'un surplus de production. Les prix de gros actuels ne couvrent pas du tout leurs frais, ont ainsi fait savoir d'une seule voix les producteurs à l'intention du ministre de tutelle, Sid Ahmed Ferroukhi, qui les a réunis jeudi au siège de son département.

D'après les producteurs qui paraissent très remontés contre cette décision, l'Onilev doit jouer le rôle de régulateur et non pas de concurrent des producteurs, déplorant que les quantités mises sur le marché ont participé à tirer les prix vers le bas. «Avec des prix de moins de 20 dinars, il sera impossible de couvrir nos charges», a indiqué un producteur de l'ouest du pays.

Se voulant rassurant, Sid Ahmed Ferroukhi a récusé cette volonté de l'Etat de «casser» les prix, précisant que l'intervention de l'Onilev vise uniquement à équilibrer le marché. Néanmoins, il a exhorté les producteurs à augmenter leur rendement dans le but de faire face aux coûts de la production.

Ce faisant, le ministre a promis que le système Syrpalac, mis en place en 2009 pour la régulation du marché de la pomme de terre, sera «évalué» et revu dans certains points, à l'exemple du financement de ce système, les pouvoirs publics ambitionnant d'impliquer les opérateurs privés de la filière dans la gestion et le financement des opérations de régulation effectués actuellement sur le budget de l'Etat.

Par ailleurs, pas moins de 25 000 tonnes sont prévues à l'exportation cette année et pour lesquelles un dispositif spécial a été mis en œuvre à l'aéroport d'Alger afin de faciliter la procédure d'exportation de la pomme de terre envers, notamment, les pays du Golfe.

D'autres pays européens, notamment la France, l'Espagne et l'Italie, ont affiché leur intérêt pour la pomme de terre algérienne.

Y. D.